

**ARRÊTÉ RÉGLEMENTANT LE STATIONNEMENT DES VEHICULES
AUX ABORDS DES DISPOSITIFS
DE RECHARGE EN ÉNERGIE DES VÉHICULES ÉLECTRIQUES
PARKING LATÉRAL PLACE DU 8 MAI 1945 - PLACE MOZART
AVENUE DU PRÉSIDENT WILSON - ALLÉE EDMÉE LHEUREUX
QUAI DE LA MARNE - PLACE DE VERDUN
A JOINVILLE-LE-PONT**

Service Aménagement et gestion de l'espace public
AB/ES/GR/AP/BV
N/Réf : 68/25

Le Maire de Joinville-le-Pont, Conseiller régional d'Ile-de-France,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment articles L 2212-1 et suivants, L 2213-1 et suivants,
- Vu le Code de la Route et notamment ses articles L 325-1 et suivants, R 110-2 et R 417-10,
- Vu le Code Général de la propriété des personnes publiques et notamment ses articles L 2123-7 et 2123-8,
- Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation des routes et autoroutes modifié, et l'instruction interministérielle de la signalisation routière approuvée par l'arrêté du 7 juin 1977,
- Vu la délibération municipale en date du 30 novembre 2010 portant adhésion de la commune de Joinville-le-Pont au syndicat mixte Autolib',
- Vu la délibération municipale en date du 29 novembre 2011, relative à la passation d'une convention entre la ville de Joinville-le-Pont et syndicat mixte Autolib' portant superposition d'affectations,
- Vu la délibération de la commune de Joinville-le-Pont en date du 13 décembre 2023, portant adhésion de la commune de Joinville-le-Pont à la compétence « infrastructure de charges » du SIPPAREC,
- Vu la délibération de la commune de Joinville-le-Pont en date du 16 octobre 2024, portant changement d'affectation d'usage des biens mis à disposition dans la convention d'utilisation du domaine public conclus entre la commune et le syndicat mixte Autolib' vélo métropole,
- Considérant l'objectif de développement des modes alternatifs de déplacements d'une part et la nécessaire réduction des émissions de gaz à effet de serre sur la région Ile-de-France par l'institution de modes de déplacements peu polluants d'autre part,
- Considérant la présence de plusieurs bornes de recharge de véhicules électriques sur le territoire de la commune et de places de stationnement dédiées,
- Considérant l'utilisation détournée de ces places de stationnement par tous types de véhicules,
- Considérant dès lors qu'il convient, pour les nécessités de l'utilisation de véhicules électriques par les automobilistes Joinvillais et de fonctionnement des bornes, de veiller à l'usage exclusif des emplacements réservés à la recharge des véhicules électriques pour lequel ils ont été créés,

ARRETE

ARTICLE 1 - Le stationnement des véhicules, à l'exception des véhicules électriques en cours de rechargement, est interdit et considéré comme gênant sur les emplacements suivants :

- 6 places sur le parking latéral place du 8 mai 1945 à Joinville-le-Pont
- 6 places au droit du n° 18 place Mozart à Joinville-le-Pont.
- 2 places au droit du n°24 avenue du Président Wilson à Joinville-le-Pont.
- 2 places au droit du n° 3 allée Edmée Lheureux à Joinville-le-Pont.
- 2 places au droit du n°29 Quai de la Marne à Joinville-le-Pont.
- 6 places au droit du n°1 avenue du Général Gallieni (place de Verdun) à Joinville-le-Pont.

ARTICLE 2 - Les services techniques municipaux assureront la mise en place et l'entretien de la signalisation conforme à la réglementation en vigueur.

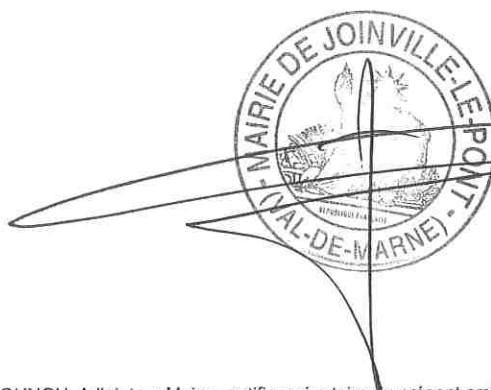
ARTICLE 3 - Le non-respect de l'interdiction de stationner sera assimilé à un stationnement gênant au sens de l'article R 417-10 du Code de la Route. Les véhicules laissés en stationnement seront retirés immédiatement de la voie publique et mis en fourrière dans les conditions prévues aux articles L 325-1 à L 325.2 du Code de la Route.

ARTICLE 4 - L'arrêté 64/23 du 27 mars 2023 est abrogé.

ARTICLE 5 - Les infractions au présent arrêté seront constatées par procès-verbaux de contravention dressés par les personnels de la Police Nationale ou de la Municipale et seront transmis au Tribunal de Police complément.

Monsieur le Commissaire de Police et les agents placés sous ses ordres, Monsieur le chef de Service de la Police Municipale et les agents placés sous ses ordres, sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera publié. Il sera également affiché en Mairie pour information. Une copie sera transmise à la Police nationale.

ARTICLE 6 - Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Melun dans un délai de deux mois à compter de sa publication. Le tribunal peut être saisi par courrier ou par le biais de l'application Télérecours citoyens accessible sur www.telerecours.fr



Joinville-le-Pont, le 04 mars 2025

Olivier DOSNE

**Maire de Joinville-le-Pont
Conseiller régional d'Ile-de-France**

Je soussigné, Maxime OUANOUNOU, Adjoint au Maire, certifie exécutoire du présent arrêté :

Publié sous format électroniquement le :

24 MARS 2025

Fait à Joinville-le-Pont, le



24 MARS 2025